



SCANDALE

éditorial de Jacques Cheminade, 21 décembre 2011

Le scandale est un fait majeur de la vie en société, une « *grave affaire* » qui suscite l'indignation et appelle à un changement des lois et des comportements. Aujourd'hui nous faisons face au pire des scandales, celui d'un « monde de l'argent » qui domine l'univers dans lequel nous vivons. Cela a toujours été un peu le cas, nous disent les bien pensants installés dans le confort d'une pensée molle, tandis que les indignés exhibent leur colère sans lui donner de forme ni d'objectif politique. Pendant ce temps le scandale se répand partout.

Le symptôme fondamental est mondial. Il vient de s'exprimer en Europe par la décision de renflouer les délinquants de la finance et d'imposer l'austérité aux peuples et à la substance des économies. La Banque centrale européenne (BCE) va ainsi pouvoir prêter aux banques, à un taux d'intérêt annuel de 1 % et sur trois ans, autant d'argent qu'elles le souhaitent. Les critères d'éligibilité des effets apportés par les banques en garantie seront « très assouplis », ce qui signifie qu'elles obtiendront de l'argent facile contre la présentation de leurs effets toxiques. En outre, les dépôts de réserves obligatoires qu'elles doivent faire auprès de la BCE seront réduits de moitié, de 2 à 1 %. Et avec cet argent obtenu à 1 % dans ces conditions, elles pourront acheter des bons du Trésor allemands à plus de 2 %, des français à environ 3,5 % ou des italiens ou espagnols entre 5 et 7 %. Elles auront en outre la garantie, imposée par le gouvernement français, qu'elles ne participeront pas à la restructuration des dettes des pays, c'est-à-dire qu'en principe elles ne prendront aucun risque car la BCE gagera sa signature. Il s'agit d'une martingale scandaleuse, alors qu'on impose aux Etats un mécanisme de correction automatique des déficits, la réduction de leurs dépenses publiques et l'inscription de la règle d'or de l'équilibre de leur budget dans leur Constitution (pas plus de 0,5 % de déficit hors paiement des intérêts de la dette, devenus sacro-saints). Résultat : dès maintenant, en attendant pire, 10 milliards d'euros en moins pour les dotations aux collectivités territoriales, pas d'argent pour l'éducation, pas d'argent pour les jeunes, pas d'argent pour l'allocation d'autonomie, pas d'argent pour les handicapés, pas d'argent pour ouvrir des postes de gardien de la paix.

La même politique se trouve imposée partout dans le monde. En ne fournissant pas les ressources pour vivre au plus grand nombre et aux générations futures, la finance folle conduit ainsi tout droit à la guerre folle de tous contre tous. Comme elle détruit la capacité économique et sociale à accueillir les êtres humains, l'oligarchie financière en déduit qu'il faut en réduire brutalement le nombre. Et, si l'on ne fait rien pour changer l'ordre actuel des choses, les nuées qui s'accumulent au Moyen-Orient porteront la guerre, car pour cette oligarchie, opérant depuis la City de Londres et Wall Street, la guerre est le moyen fatal de détruire les populations.

Ma campagne présidentielle vise à porter l'alternative positive et à mobiliser pour elle. Cependant, là aussi règne le monde de l'argent. Les seules recettes donnant droit à remboursement sont la fortune personnelle, les prêts des banques et ceux des partis politiques. Si l'on n'est pas riche, si l'on combat les banques et si son parti n'a pas été entretenu par les scandaleux moyens de financement de la vie politique, le seul recours est l'appel aux citoyens. Des citoyens se battant pour des idées, sans ressentiment ni aigreur, mais ayant le courage de se lever pour défendre l'avenir de tous et de chacun, avec un projet : un pari sur l'avenir, le seul valant politiquement et moralement la peine d'être pris.